

Transformations Énergétiques, Transformations Politiques dans les Suds

Journée d'étude bilingue et hybride

12 septembre 2024

9h - 17h45



Salle 209

2e étage, Bâtiment Olympe de Gouges

8, place Paul Ricoeur 75013 Paris

Pour le lien zoom, merci de contacter les organisatrices: Alix Chaplain (LATTS, UGE):
alix.chaplain@univ-eiffel.fr et Bérénice Girard (CESSMA, IRD): berenice.girard@ird.fr

Transformations Énergétiques, Transformations Politiques dans les Suds

Energy Transformations, Political Transformations in the global South

12 septembre 2024

Salle 209, 2e étage, Bâtiment Olympe de Gouges
8, place Paul Ricoeur 75013 Paris

9h : Bienvenue, café

9h30 à 9h50 : Introduction, Alix Chaplain (LATTS, Université Gustave Eiffel) et Bérénice Girard (CESSMA, IRD)

10h à 11h30: Entre le local et l'international, des stratégies énergétiques multi-échelles

Anne Goerens (CEPEL, Université de Montpellier), « Les stratégies de relocalisation des rentes énergétiques en Barbade : réduire la dépendance, à quel prix ? ». Discussion: **Pascale Trompette (PACTE, CNRS)**

Emilie Etienne (PACTE et GAEL, Université Grenoble-Alpes), « Une division internationale de l'énergie portée par les tensions géopolitiques : l'injonction aux énergies renouvelables décentralisées dans les Suds ruraux entre 1945 et 1981 ». Discussion: **Alain Dubresson (Mosaïque-Lavue, Université Paris Nanterre)**

11h45 à 12h30 : Les infrastructures face à la décarbonation énergétique

Marie Forget (EDYTEM, Université Savoie Mont-Blanc), « Vers une fossilisation des énergies renouvelables ? Le cas des infrastructures énergétiques à la triple frontière Argentine, Bolivie, Chili ». Discussion: **Marie-Hélène Zérah (CESSMA, IRD)**

12h30 - 14h : Déjeuner

14h à 16h30: Flux politiques, flux énergétiques: résistances, dominations, exclusions

Umberto Cao (CeRCLES, EHESS et Laboratoire de Santé Publique, Université d'Aix-Marseille), « Citoyennetés énergétiques et transitions controversées. Le cas d'une mobilisation aux marges de l'État mexicain ». Discussion: **Francesca Pilo' (Université d'Utrecht)** [à distance].

Philipp Wagner (Institut Arnold Bergstraesser, Université de Freiburg), « La transition énergétique tunisienne et la Méditerranée : une connexion révélatrice de pratiques autoritaires ? » [en anglais]. Discussion: **Zachary Davis Cuyler (Université de Illinois Chicago)** [à distance, en anglais]

David Singh (IFRO, Université de Copenhague) « Caste re-energized: fueling political transformations in India's energy transition journey » [en anglais]. Discussion: **Doris Buu-Sao (CERAPS, Université de Lille)**

17h à 17h45 : Discussion générale (bilan et poursuite des réflexions)

Présentation

“Dans dix ans, le Brésil sera appelé l’Arabie saoudite de l’énergie verte”, Luiz Inácio Lula da Silva, Président Brésilien, Novembre 2023¹

“Le potentiel du solaire, de l’éolien et du biogaz en Inde n’est rien de moins qu’une mine d’or ou qu’un gisement pétrolier pour notre secteur privé”, Narendra Modi, Premier Ministre Indien, Février 2024²

Les infrastructures énergétiques sont souvent perçues comme des objets techniques, neutres, mieux laissés aux mains des ingénieurs et experts technocratiques. La littérature académique en sciences humaines et sociales a cependant régulièrement remis en cause cette neutralité politique. On pensera aux livres fondateurs de Thomas P. Hughes (1983), Timothy Mitchell (2011) et Andreas Malm (2016), démontrant chacun à leur manière comment systèmes politico-économiques et systèmes énergétiques se façonnent mutuellement. D’autres travaux ont montré le rôle des infrastructures énergétiques dans la légitimation politique (voir par exemple Hecht, 1998 ; Topçu et Yalçın-Riollet, 2017), dans le renforcement du pouvoir des élites politiques et économiques (voir par exemple Newell et Phillips, 2016), dans la constitution de l’espace national, le contrôle du territoire et le gouvernement des populations frontalières (voir par exemple Singh, 2022; Buu-Sao, 2020), ou encore dans la reconfiguration des formes existantes de solidarité, de citoyenneté, voire des fragmentations qui traversent les sociétés urbaines (Luque-Ayala et Silver, 2016 ; Pilo’, 2023). Dans un contexte d’injonction internationale à la décarbonation énergétique, les chercheurs en écologie politique, en géographie de l’énergie ou encore en études du développement, se sont intéressés aux conséquences sociales et politiques du déploiement des énergies dites renouvelables, mettant en lumière des phénomènes de dépossession des terres, de déplacement de populations, d’exclusion, et d’augmentation des inégalités d’accès à l’énergie (voir par exemple Stock and Birkenholtz, 2019 ; Singh, 2022 ; Rignall, 2016; Shokrgozar et Girard, 2024; Schuetze et al, 2024). Si les formes de dépendance, de domination, voire de prédation, induites par les modèles énergétiques traditionnels - infrastructure en réseau et ressources fossiles - sont connues (Luque-Ayala et Silver, 2016), les transformations sociales et politiques associées à la ‘transition énergétique’ sont encore trop souvent associées à des formes d’émancipation, d’autonomie, d’inclusivité, etc., pourtant peu représentatives des processus en cours.

Dans la continuité des travaux susmentionnés, cette journée d’étude vise à "repolitiser à la fois les questions énergétiques et électriques, et également (...) dynamiser et électrifier la politique" dans les pays du Sud (Singh, 2023). En effet, considérant que les énergies dites bas-carbones croient aujourd’hui plus vite que les énergies fossiles, et que de nombreux pays

¹ CORREA A.-D., 2024, « Au Brésil, les ravages de la « ruée vers le vent » », *Le Monde.fr*, 4 mars 2024.

² HINDUSTAN TIMES, 2023, « PM Modi hails nation’s green energy potential », *Hindustan Times*, 24 février 2023.

émergents, comme l'Inde et le Brésil, se déclarent leaders dans le développement des énergies vertes, il s'agit de comprendre les variables et les effets de ce processus de changement, dans ses dimensions techniques et politiques. Pour cela, nous souhaitons explorer les enjeux de gouvernance, de régulation, et de gestion des infrastructures énergétiques et ce, tant à l'échelle nationale (politiques publiques, marchés, investissements, insertion dans le marché mondial, etc.), qu'à l'échelle locale (déploiement de systèmes d'extraction, de production, ou de distribution, gestion locale de l'énergie, mobilisations sociales autour des infrastructures, etc.). Cette approche a pour vertu de considérer le champ de l'énergie comme un vecteur et un révélateur de transformations sociopolitiques dans les sociétés des Suds, l'enjeu étant dès lors, d'une part, d'identifier les logiques politiques qui façonnent les choix énergétiques (influence régionale, voire internationale ; clientélisme et corruption ; formes locales de solidarité), et, d'autre part, de relever en quoi les propriétés matérielles des infrastructures et des flux énergétiques transforment les formes existantes d'organisation politique et sociale.

Le choix de nous concentrer sur les pays du Sud repose sur deux principales raisons. D'abord, l'injonction à la 'transition' vers les énergies renouvelables est particulièrement forte dans ces contextes, où les énergies dites 'vertes' sont promues comme des sources adaptées aux conditions locales, bon marché, et permettant d'augmenter la capacité énergétique installée sans augmenter ses émissions polluantes (Girard, Shokrgozar et Sareen, 2024). Or, ces énergies 'vertes' sont aujourd'hui massivement déployées selon un modèle de marché dont les flux capitalistiques dépassent les frontières nationales. Les développeurs sont souvent des entreprises issues des pays du Nord, entraînant enjeux de pouvoir et de colonialité. Ensuite, ces 'nouvelles' énergies s'intègrent dans des infrastructures en réseau, développées au 19^{ème} et 20^{ème} siècle comme des outils de solidarisation, mais qui, en raison de contextes fragmentés, tendent à reproduire, plus encore qu'ailleurs, les hiérarchies et inégalités existantes (Jaglin, 2023). Il s'agit ainsi de s'interroger sur le potentiel transformateur du déploiement de (ou de l'injonction à déployer) ces énergies dans les contextes des Suds.

Presentation

“Brazil will be the Saudi Arabia of renewable energy in 10 years”, Luiz Inácio Lula da Silva, President of Brazil, November 2023³

“The potential of segments like solar, wind energy, and biogas in India is no less than any gold mine or oil field for our private sector”, Narendra Modi, Prime Minister of India, February 2024⁴

Energy infrastructures are often perceived as neutral, technical objects, best left in the hands of engineers and technocratic experts. However, academic literature in the humanities and social sciences has consistently questioned this political neutrality. Seminal books by Thomas P. Hughes (1983), Timothy Mitchell (2011), and Andreas Malm (2016) have all demonstrated how political and economic systems, and energy systems mutually shape each other. Other works have shown the role of energy infrastructures in political legitimation (see, for example, Hecht, 1998; Topçu and Yalçın-Riollet, 2017), in strengthening the power of political and economic elites (see, for example, Newell and Phillips, 2016), in the constitution of national space, the control of territory, and the governance of border populations (see, for example, Singh, 2022; Buu-Sao, 2020), or in the reconfiguration of the fragmentations that exist within urban societies and of existing forms of solidarity and citizenship (Luque-Ayala and Silver, 2016; Pilo', 2023). Amid global calls for decarbonizing energy systems, researchers in political ecology, energy geography, and development studies have focused on the social and political consequences of the current deployment of 'renewable' energy sources. They have highlighted concerning dynamics such as land dispossession, population displacement, exclusion, and increased inequalities in access to energy (see, for example, Stock and Birkenholtz, 2019; Singh, 2022; Rignall, 2016; Shokrgozar and Girard, 2024; Schuetze et al., 2024). While the forms of dependence, domination, and even predation induced by traditional energy models and systems - networked infrastructure and fossil fuels - are well known, the social and political transformations associated with the so-called 'energy transition' are still too often associated with forms of emancipation, autonomy, inclusiveness, etc., which are hardly representative of the processes underway.

In line with the aforementioned work, this workshop aims to "both repoliticize energy and electricity issues and also to energize and electrify politics" in countries of the global South (Singh, 2023). Considering that 'low-carbon' energy sources are now growing at a

³ GOV.BR., 2023, « "Brazil will be the Saudi Arabia of renewable energy in 10 years", says Lula », *gov.br*, Nov 29 2023.

⁴ HINDUSTAN TIMES, 2023, « PM Modi hails nation's green energy potential », *Hindustan Times*, 24 February 2023.

faster pace than fossil fuels, and that emerging countries like India and Brazil are positioning themselves as leaders in their deployment, it is essential to understand the variables and impacts of these transformative processes, encompassing both their technical and political dimensions. To achieve this, this one-day workshop intends to delve into matters of governance, regulation, and management of energy infrastructures, at both the national level (public policies, markets, investment, integration into global markets, etc.) and local level (implementation of extraction, production, and distribution systems, local energy systems and resources management, social mobilization around infrastructures, etc.). This approach is valuable as it regards the field of energy as a catalyst and indicator of socio-political changes in societies of the global South. Consequently, the challenge lies in identifying the political logics that shape energy choices (regional or even international influence, clientelism and corruption, local forms of solidarity, etc), and in understanding how the material characteristics of infrastructures and energy flows transform existing forms of political and social organization.

We have chosen to focus on countries of the global South for two main reasons. Firstly, there is significant pressure to ‘transition’ to ‘renewable’ energy sources in these contexts. ‘Renewable’ energies are promoted as sources that are suitable for local conditions, cost-effective, and which enable an increase in installed energy capacity without increasing polluting emissions (Girard, Shokrgozar and Sareen, 2024). These ‘renewable’ energy sources are being massively deployed using a market model that transcends national borders. Developers are often companies from the global North, which leads to pressing issues of power imbalances and coloniality. Secondly, these ‘new’ energy sources are incorporated into networked infrastructures that were developed in the 19th and 20th centuries as tools for solidarity, but, which, due to their fragmented contexts, tend to reinforce existing hierarchies and inequalities even more so than in the global North (Jaglin, 2023). Therefore, it is crucial to examine the transformative potential of deploying (or promoting the deployment of) these energy sources in the global South.

Bibliographie indicative / References (Selected)

- AYKUT S. C., EVRARD A., TOPÇU S. (dir.), 2017, *Transitions énergétiques et changements politiques*, Bruxelles, De Boeck Supérieur, Revue internationale de politique comparée, 192 p.
- BUU-SAO, D., 2020, « Des frictions dans l'espace pétrolier. Discipline entrepreneuriale, appropriations villageoises et normalisation d'une société frontalière en Amazonie péruvienne », *Politix*, 4 (132), pp. 73-98. doi : 10.3917/pox.132.0073
- COUTARD O., RUTHERFORD J. (dir.), 2016, *Beyond the networked city: infrastructure reconfigurations and urban change in the North and South*, London New York, Routledge, Taylor & Francis Group, Routledge studies in urbanism and the city, 275 p.
- FRESSOZ J.-B., 2024, *Sans transition: une nouvelle histoire de l'énergie*, Paris, Points, Ecocène.
- GIRARD, B., SHOKRGOZAR, S., et SAREEN, S., 2024, « Governing Renewable Energy Rollouts in Financially Constrained Contexts », *Renewable and Sustainable Energy Transition*, 4, Article 100086. doi: 10.1016/j.rset.2024.100086
- HECHT, G., 1998, *The Radiance of France. Nuclear Power and National Identity after World War II*, Cambridge and London, The MIT Press, 476p.
- HUGHES T. P., 1983, *Networks of power: electrification in Western society, 1880-1930*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 474 p.
- JAGLIN S., VERDEIL É., 2013, « Énergie et villes des pays émergents : des transitions en question. Introduction », *Flux*, 93-94(3-4), p. 7-18. doi:[10.3917/flux.093.0007](https://doi.org/10.3917/flux.093.0007)
- JAGLIN S., 2023, « Urban Electric Hybridization: Exploring the Politics of a Just Transition in the Western Cape (South Africa) », *Journal of Urban Technology*, 30(2), p. 11-33. doi:[10.1080/10630732.2022.2111176](https://doi.org/10.1080/10630732.2022.2111176)
- LAWHON M., MURPHY J. T., 2012, « Socio-technical regimes and sustainability transitions: Insights from political ecology », *Progress in Human Geography*, 36(3), p. 354-378. doi:[10.1177/0309132511427960](https://doi.org/10.1177/0309132511427960)
- LUQUE-AYALA A., SILVER J. (dir.), 2016, *Energy, Power and Protest on the Urban Grid: Geographies of the Electric City*, 1^{re} édition, Londres, Routledge. doi:[10.4324/9781315579597](https://doi.org/10.4324/9781315579597)
- MALM A., 2016, *Fossil Capital: The Rise of Steam Power and the Roots of Global Warming*, Illustrated édition, London, Verso Books, 496 p.
- MITCHELL T., 2011, *Carbon Democracy: Political Power in the Age of Oil*, 1^{re} édition, London ; New York, Verso Books, 288 p.
- NEWELL P., PHILIPS J., 2016, « Neoliberal energy transitions in the South: Kenyan Experiences », *Geoforum*, 74, p. 39-48. doi: [10.1016/j.geoforum.2016.05.009](https://doi.org/10.1016/j.geoforum.2016.05.009).

- PILO' F.**, 2023, « The techno-political fabric of Rio de Janeiro: insights from electricity infrastructure », *Estudos Avançados*, 37, p. 83-100. doi:[10.1590/s0103-4014.2023.37107.006en](https://doi.org/10.1590/s0103-4014.2023.37107.006en)
- RIGNALL K.E.**, 2016, « Solar power, state power, and the politics of energy transition in pre-Saharan Morocco », *Environment and Planning A: Economy and Space*, 48(3), p. 540-557. doi: 10.1177/0308518X15619176
- RUTHERFORD J., COUTARD O.**, 2014, « Urban Energy Transitions: Places, Processes and Politics of Socio-technical Change », *Urban Studies*, 51(7), p. 1353-1377. doi:[10.1177/0042098013500090](https://doi.org/10.1177/0042098013500090)
- SCHUETZE B., EL KHAZEN E., MUELLER C., WAGNER P.**, 2024, « Facilitating energy flows, containing humans. Authoritarian energy transitions in the Middle East and North Africa (MENA) region », *tni.org*, 8 February. <https://www.tni.org/en/article/facilitating-energy-flows-containing-humans>
- SHOKRGOZAR S., GIRARD, B.**, 2024, « 'The companies are powerful, people are weak': India's solar energy ambitions and the legitimization of dispossession in Rajasthan », *Journal of Political Ecology*, 31(1). doi: 10.2458/jpe.5410
- SINGH D.**, 2022, « 'This is all waste': Emptying, cleaning and clearing land for renewable energy dispossession in borderland India », *Contemporary South Asia*, 30(3), pp. 402-419. doi: 10.1080/09584935.2022.2099812
- SINGH D.**, 2023. « When 'green' becomes 'saffron': Wind extraction, border surveillance and citizenship regime at the edge of the Indian state », *Journal of Political Ecology*, 30 (1). doi: 10.2458/jpe.5490
- STOCK R., BIRKENHOLTZ T.**, 2019, « The sun and the scythe: Energy dispossessions and the agrarian question of labor in solar parks », *The Journal of Peasant Studies*, 48(5), p. 984-1007. doi: 10.1080/03066150.2019.1683002
- TOPÇU S., YALÇIN-RIOLLET M.**, 2017, « La transition énergétique turque : analyseur d'un nouveau régime politique ? », *Revue internationale de politique comparée*, 24(1-2), p. 127-157. doi:[10.3917/ripc.241.0127](https://doi.org/10.3917/ripc.241.0127)